



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21518
14 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 14 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA SUEDE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui transmettre, en réponse à sa note SCPC/7/90(1), le texte anglais de deux ordonnances prises par le Gouvernement suédois le 7 août 1990, conformément aux dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

New York, le 14 août 1990

Annexe

1. Ordonnance

sur l'application, concernant l'Iraq et le Koweït, de la loi relative à certaines sanctions internationales (1971:176)
prise le 7 août 1990.

Le Gouvernement déclare que les articles 3 à 5, 6 et 7 de la loi sur certaines sanctions internationales (1971:176) s'appliquent en ce qui concerne l'Iraq et le Koweït, compte tenu de la résolution No 661 (1990) que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adoptée le 6 août 1990.
Cette ordonnance prend effet le 7 août 1990.

2. Ordonnance

sur certaines sanctions contre l'Iraq et le Koweït
prise le 7 août 1990.

Le Gouvernement décrète ce qui suit.

Article premier. Au sens de la présente ordonnance, le terme produit s'entend de tout objet matériel ayant le caractère d'un bien meuble, à l'exception

1. Des publications et matériaux d'information;
2. Des produits devant être utilisés à des fins humanitaires;
3. De produits à usage strictement médical.

Article 2. Il est interdit d'importer des produits en provenance d'Iraq ou du Koweït, s'ils ont été exportés par ces pays le 7 août 1990 ou à une date ultérieure.

Article 3. L'exportation de produits à destination de l'Iraq et du Koweït est interdite.

Article 4. L'exportation de produits vers l'Iraq et le Koweït est interdite, de même que l'importation de produits en provenance de ces pays.

Article 5. Il est interdit de livrer des produits à des fins commerciales en Iraq ou au Koweït.

Il est également interdit de fournir des produits à l'extérieur de l'Iraq ou du Koweït aux fins d'activités commerciales menées à partir de ces pays.

Article 6. Il est interdit de prendre des mesures qui encourageraient ou seraient conçues pour encourager les activités mentionnées aux articles 2 à 5, qui concernent :

1. La fabrication, le traitement, le montage, l'installation, l'entretien ou la réparation de produits ou la fourniture d'une assistance technique à cette fin;

2. Le chargement, le déchargement, le transport ou l'entreposage de produits, ou la fourniture de facilités de transport ou de matériel ou services nécessaires à cette fin;

3. Le transfert ou l'acquisition de produits, l'octroi ou l'acquisition de droits spéciaux à cette fin ou la question de l'assurance y relative, ou les transactions juridiques se rapportant aux mesures mentionnées aux paragraphes 1 et 2 en ce qui concerne un produit;

4. Le transfert ou l'acquisition de toute invention ou l'octroi ou l'acquisition de droits spéciaux y afférents, ou

5. L'octroi ou la négociation de mandats pour les mesures spécifiées aux paragraphes 1 à 4.

Article 7. Les activités mentionnées aux paragraphes 1 à 3 de l'article 6 ne peuvent être réalisées et les mandats y relatifs ne peuvent être octroyés ou négociés en ce qui concerne les produits qui ont été exportés d'Iraq ou du Koweït à compter du 7 août 1990.

Article 8. Aucun paiement ne peut être effectué à l'extérieur de l'Iraq ou du Koweït ni aucun crédit octroyé pour le compte du Gouvernement iraquien ou de tout autre bénéficiaire en Iraq ou au Koweït; aucun paiement ne peut être effectué ni aucun crédit octroyé pour le compte d'une personne à l'extérieur de l'Iraq ou du Koweït si le paiement ou le crédit est destiné à une personne physique ou morale en Iraq ou au Koweït ou à toute activité commerciale menée sur leur territoire ou à partir de leur territoire.

Aucun mandat ne peut être octroyé ou négocié pour les activités interdites conformément au paragraphe 1.

Les interdictions des paragraphes 1 et 2 ne visent pas les paiements effectués à des fins strictement médicales ou humanitaires.
